

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
ACTUALISANT CERTAINES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXPLOITÉES PAR LA  
SOCIÉTÉ CRISTAL UNION IMPLANTÉE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PITHIVIERS-LE-  
VIEIL, 1 RUE ETIENNE ROCHETTE**

**La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution de la commission du 26 mars 2013 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son article L. 181-14, L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié, relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2018 autorisant la Société CRISTAL UNION à poursuivre et à modifier les activités de son établissement implanté sur le territoire de la commune de PITHIVIERS-LE-VIEIL, 1 rue Etienne Rochette, notamment le périmètre d'épandage des effluents et l'exploitation d'un nouveau silo ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2024 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane COSTAGLIOLI secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le dossier de réexamen IED visé à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, transmis à la préfecture le 9 décembre 2020 ;

**Vu** le rapport de base transmis à la préfecture le 7 mars 2023 ;

**Vu** la demande de compléments à l'exploitant du 22 mars 2023 ;

**Vu** le courrier de l'exploitant du 27 avril 2023, complété le 7 juillet 2023, le 29 août 2023 et le 31 août 2023 ;

**Vu** le rapport et les propositions du 9 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** la notification à la société CRISTAL UNION du projet d'arrêté complémentaire ;

**Vu** les observations formulées par la société CRISTAL UNION sur ce projet d'arrêté dans son courrier du 27 mai 2024 ;

**Considérant** que la décision d'exécution de la commission du 26 mars 2013 susvisée impose le suivi des composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), des Métaux et des PCDD/F ;

**Considérant** que l'exploitant propose dans son dossier de réexamen la mise en cohérence du mode d'expression des résultats par rapport aux préconisations des décisions d'exécutions du 26 mars 2013 ;

**Considérant** la nécessité d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2018 en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST ;

**Sur** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTÉ**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Société CRISTAL UNION dont le siège social est situé route d'Arcis sur Aube, CS 70053, VILLETTE-SUR-AUBE (10700), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations sises sur le territoire de la commune de PITHIVIERS-LE-VIEIL (45300), 1 rue Etienne Rochette.

#### **Article 1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 sont complétées ou modifiées par les dispositions du présent arrêté.

---

### **TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES**

---

#### **Article 2.1 : valeurs limites des concentrations et flux des rejets atmosphériques**

Les prescriptions relatives au conduit 2 mentionné à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

| N° conduit       | Hauteur en m | Diamètre en m | Pourcentage d'O2 de référence | Débit nominal en Nm3/h (O2 ref) | Vitesse d'éjection en m/s |
|------------------|--------------|---------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------|
| 2 (four à chaux) | 37           | 0,3           | 11 %                          | 1650                            | 5                         |

Le débit des effluents est exprimé en m<sup>3</sup>/h rapportés à des conditions normalisées de températures (273°K) et de pression (101,3 kPa) à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci dessus après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les prescriptions relatives au conduit 2 mentionné à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 susvisé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

#### Four à chaux

| Conduit n° 2              | Valeurs limites d'émission en mg/Nm3 (sur gaz sec) | FLUX EN KG/H |
|---------------------------|--|--------------|
| Concentration en O2       | 11 %   | -            |
| Poussières                | 20   | 0,03         |
| SOx en équivalent SO2     | 200  | 0,33         |
| NOx en équivalent NO2     | 272  | 0,45         |
| CO                        | 10900  | 17,99        |
| COVM                      | 30   | 0,05         |
| PCDD/F                    | 1.10-7   | 1,65.10-10   |
| Hg                        | 0,05   | 8,25.10-5    |
| Cd+Tl                     | 0,05   | 8,25.10-5    |
| As+Sb+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V | 0,5  | 8,25.10-4    |

Ces valeurs sont mesurées sur une valeur d'ouverture du volet de régulation automatique représentative du fonctionnement moyen du four (ces valeurs sont à préciser sur le rapport d'analyse).

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2, le cas échéant, précisée dans le tableau ci-dessus.

Durant une période de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant effectue des campagnes d'analyse des rejets du four à chaux sur les métaux. Au-delà de cette période, sous réserve des résultats obtenus, l'exploitant peut demander la suppression de cette surveillance après accord de l'inspection des installations classées.

### **TITRE 3 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

#### **Article 3.1 : autosurveillance des émissions atmosphériques**

Les prescriptions relatives à l'autosurveillance du conduit 2 mentionnés à l'article 9.2.1.1.V de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 susvisé sont modifiées par les prescriptions suivantes :

Les fréquences de mesures des paramètres définis à l'article 2 du présent arrêté sont les suivantes :

| Paramètres | Conduit 2 |
|------------|-----------|
| Débit      | Annuelle  |
| O2         | -         |
| Poussières | Annuelle  |
| SOx        | Annuelle  |
| NOx        | Annuelle  |
| CO         | Annuelle  |
| PCDD/F     | Annuelle  |
| COVNM      | Annuelle  |
| Métaux     | Annuelle  |

Nota : les mesures annuelles sont réalisées dans les 30 jours qui suivent le début de la campagne sucrière.

#### **TITRE 4 - APPLICATION**

##### **Article 4.1 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

##### **Article 4.2 : publicité**

En application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

##### **Article 4.3 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le

**- 9 JUIN 2024**

**Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,**

**Stéphane COSTAGLIOLI**

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur et à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

### **DIFFUSION :**

- Société CRISTAL UNION
- Monsieur le Sous-Préfet de PITHIVIERS
- Monsieur le Maire de PITHIVIERS-LE-VIEIL

